

Chili, 11 septembre 1973. Un tournant du XXe siècle latino-américain, un événement-monde

Olivier Compagnon

► **To cite this version:**

Olivier Compagnon. Chili, 11 septembre 1973. Un tournant du XXe siècle latino-américain, un événement-monde. La revue internationale et stratégique, Paris: A. Colin: Institut des relations internationales et stratégiques, 2013, 2013/3 (91), pp.97-105. halshs-00878773

HAL Id: halshs-00878773

<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00878773>

Submitted on 30 Oct 2013

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Chili, 11 septembre 1973. Un tournant du xx^e siècle latino- américain, un événement-monde

Olivier Compagnon

Professeur d'histoire contemporaine à l'Université Sorbonne Nouvelle – Paris 3 (Institut des hautes études de l'Amérique latine), membre du CREDA et rédacteur en chef des *Cahiers des Amériques latines*. Il a publié, en 2013, *L'adieu à l'Europe. L'Amérique latine et la Grande Guerre* (Paris, Fayard).

L'année 1973 en Amérique latine ne saurait être réduite au coup d'État du 11 septembre qui, au Chili, renversa le gouvernement d'Unité populaire (UP) dirigé par le socialiste Salvador Allende Gossens et jeta les bases d'un régime militaire, autoritaire et répressif, amené à durer plus de seize ans. Deux mois et demi auparavant, la dissolution du Congrès uruguayen par l'armée avait mené à son terme un processus autoritaire engagé dès 1968 en formalisant l'instauration d'une dictature qui n'avait pas osé dire son nom jusque-là. Sur l'autre rive du Rio de la Plata, le mois de juin fut également marqué par le retour en Argentine du général Juan Domingo Perón après presque dix-huit années d'exil et par le massacre de l'aéroport d'Ezeiza, au Sud de Buenos Aires, où péronistes de droite et de gauche s'affrontèrent violemment à l'heure d'accueillir le banni de 1955. En juillet, les élections législatives mexicaines confirmèrent une fois de plus l'hégémonie du Parti révolutionnaire institutionnel, dans un régime politique où l'ouverture démocratique promise par le président Luis Echeverría se faisait toujours attendre. Au Venezuela, où l'or noir représentait plus de 90 % des exportations et constituait, depuis les années 1920, le principal soubassement d'une économie résolument rentière, le choc pétrolier d'octobre ouvrit la voie à une spectaculaire croissance des revenus fiscaux de l'État, renforça la tendance structurelle à la mono-exportation et enracina davantage encore l'illusion d'une prospérité perpétuelle.

Toutefois, c'est prioritairement vers Santiago du Chili que tous les regards se tournèrent, dans la mesure où le *golpe* mené par les forces armées dans l'hiver austral finissant, ourdi avec la bénédiction de Washington, semblait incarner à lui seul un certain nombre d'évolutions politiques à l'œuvre dans la région au tournant des années 1960 et 1970. Quarante ans plus tard, le 11 septembre 1973 n'a rien perdu de cette valeur paradigmatique dans le regard des historiens et mérite pleinement d'être considéré comme une rupture majeure du xx^e siècle latino-américain – voire comme un véritable événement-monde, au même titre que l'autre 11 septembre, celui de 2001, à New York¹.

Le crépuscule d'une illusion

Une journée a suffi aux forces armées chiliennes, pourtant réputées légalistes au contraire de la plupart de leurs homologues latino-américaines, pour renverser le gouvernement de l'UP qui était parvenue au pouvoir en novembre 1970 selon la plus stricte légalité démocratique, deux mois après les élections ayant vu S. Allende obtenir un peu plus de 36 % des suffrages exprimés devant le candidat conservateur, Jorge Alessandri, et le représentant de la démocratie chrétienne (DC), Radomiro Tomić. Du soulèvement de la marine à l'aube du

11 septembre 1973, dans le port de Valparaíso, au bombardement du palais présidentiel de la Moneda en milieu de journée à Santiago, la « voie chilienne vers le socialisme » à l'œuvre depuis presque trois ans – dont le programme économique et social visait principalement à réduire la dépendance chilienne vis-à-vis

La victoire de l'UP avait suscité un enthousiasme réel, une transformation politique et sociale radicale ne semblait plus incompatible avec la démocratie

de l'étranger et les forts contrastes sociaux caractérisant le pays – connut une fin brutale et subite qui provoqua une immense émotion au sein de la gauche internationale.

La victoire de l'UP, trois ans auparavant, avait suscité un enthousiasme réel au-delà même des frontières chiliennes, en ce qu'une transformation politique et sociale radicale, telle que la proposait le programme électoral de la coalition, ne semblait plus incompatible avec la démocratie, au contraire de ce que l'on avait pu observer dans toute l'histoire de l'Union soviétique depuis les années 1920 ou à Cuba dans la première moitié des années 1960 – au fur et à mesure de

1. Voir Jean-François Sirinelli, « L'événement-monde », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 76, Presses de Sciences Po, 2002/4, pp. 35-38 ; ainsi que le colloque « Chili, 11 septembre 1973 : un événement mondial » organisé à Paris les 17, 18 et 19 septembre 2013 (Maison de l'Amérique latine, Institut des hautes études de l'Amérique / Université Sorbonne Nouvelle – Paris 3, CERI / Sciences Po).

la soviétisation du régime castriste. « En fin de compte, [S.] Allende est président avec toutes les conditions de la démocratie représentative que prône[nt les États-Unis] »¹ et c'est bien en cela qu'il put rallier à lui de larges secteurs de l'opinion mondiale, tout autant désabusés par la révélation des crimes du communisme lors du XX^e congrès du Parti communiste de l'Union soviétique en 1956 que par les rébellions avortées de 1968, mais soudainement réenchantés par le vent frais de la réforme agraire et de la nationalisation du cuivre sur fond de constitutionnalité.

En cela, le 11 septembre 1973 représenta d'abord un choc émotionnel planétaire et doit être pensé comme un moment d'autant plus important de l'histoire des sensibilités politiques contemporaines que le suicide de S. Allende ajouta au martyre de la démocratie la tragédie d'un destin personnel. Au-delà des innombrables hommages internationaux rendus dans les derniers mois de l'année à celui qui avait tenté de concilier une culture humaniste de franc-maçon et l'orthodoxie du marxisme-léninisme, l'écrivain colombien Gabriel García Márquez, prix Nobel de littérature en 1982, restitua de manière exemplaire l'importance de ce marqueur générationnel dans un texte de 2003 intitulé *La verdadera muerte de un presidente* : « le drame s'est produit au Chili, au plus grand malheur des Chiliens, mais il doit passer à l'histoire comme quelque chose qui est immanquablement arrivé à tous les hommes de cette époque et qui est demeuré dans nos vies pour toujours ».

En termes plus strictement politiques, le coup d'État chilien put également être perçu comme la confirmation que transformer les sociétés latino-américaines dans un cadre légal et sans recourir à la violence était définitivement chose impossible, du fait non seulement du conservatisme des élites nationales, prêtes à tout afin de préserver leurs privilèges comme en témoignait par exemple la campagne de presse haineuse menée par le quotidien chilien *El Mercurio* durant toute la période de l'UP, mais surtout des États-Unis, qui n'avaient jamais caché leur hostilité à l'UP depuis 1970 et participèrent activement à la déstabilisation du gouvernement Allende en finançant les oppositions les plus radicales. C'est sur la base de ce constat que nombre des guérillas, qui avaient fleuri dans toute la région latino-américaine à la suite de la révolution cubaine de janvier 1959, radicalisèrent leurs actions : ce fut notamment le cas des Montoneros en Argentine qui, selon le témoignage *a posteriori* de l'un de leurs principaux leaders, Roberto Perdiá, se sentirent définitivement encerclés après la fin de l'UP entre l'Uruguay de Juan María Bordaberry, le Paraguay de Alfredo Stroessner, la Bolivie de Hugo Banzer et le Chili de Augusto Pinochet². À cette représentation obsidionale de l'histoire argentine des années 1970 s'ajouta le fait que de nombreux acteurs politiques chiliens proches de l'UP trouvèrent provisoirement refuge en Argentine, où le péronisme venait de revenir au pouvoir, et contribuèrent à diffuser de l'autre côté des Andes les leçons souvent amères qu'ils avaient tirées des années Allende³.

1. Eduardo Galeano, *Les veines ouvertes de l'Amérique latine*, Paris, Plon, 1981 [1971], p. 201.

2. « Entrevista exclusiva con Roberto Perdiá », *Agencia Paco Urondo*, 21 mai 2012.

3. L'Europe – en particulier l'Angleterre, la France, l'Italie et la Suède – fut une destination privilégiée

Il faut également souligner les nombreuses conséquences politiques que recueillit le coup d'État chilien en dehors des frontières latino-américaines et qui invitent à penser le 11 septembre 1973 comme un événement mondial. Indépendamment des nombreux mouvements de solidarité qui se déployèrent partout dans le monde en faveur des victimes de la dictature ou des exilés, le cas du communisme italien est de ce point de vue remarquable puisque c'est bien à l'aune de la tragédie chilienne qu'Enrico Berlinguer conçut la logique d'un rapprochement avec la démocratie chrétienne. Les trois articles publiés dans la revue *Rinascita* par le secrétaire général du Parti communiste italien (PCI) dans les semaines qui suivent le coup d'État, proposèrent en effet une réflexion tactique extrêmement riche sur la manière dont l'UP avait conquis le pouvoir – E. Berlinguer attirait notamment l'attention sur la présence décisive du Movimiento de Acción Popular Unitaria (MAPU), aile dissidente de la DC, dans la coalition –, mais aussi une analyse des causes du *golpe* mettant en avant l'offensive menée dans les derniers mois du gouvernement Allende par la DC. À partir du moment où le PCI était confronté, comme S. Allende à la fin des années 1960 alors que le président Eduardo Frei Montalva était au pouvoir, à une DC puissante, l'enseignement à retenir du cas chilien apparaissait limpide : les forces politiques de transformation sociale ne pourraient pas ébranler le système capitaliste en profondeur sans une majorité stable et un relatif consensus politique, qui devait inclure en son sein les éléments les plus progressistes de la DC – voire toute la DC si cela était possible. Telles furent les bases du « compromis historique » qui, on le sait, marqua un tournant décisif dans l'histoire du communisme et de la vie politique en Italie dans les années 1970¹. En Espagne et en Grèce, où la question des alliances politiques était cruciale dans la perspective d'une fin possible du franquisme et du régime des colonels, en France, où le programme commun du 27 juin 1972 avait largement puisé dans le programme électoral de l'UP, le 11 septembre 1973 eut également un impact majeur attestant de la portée transnationale de l'événement.

Le terrorisme de l'État

Par ailleurs, le coup d'État chilien représenta un point nodal de la militarisation des sociétés caractérisant l'Amérique latine entre le milieu des

de l'exil chilien. Voir José del Pozo Artigas (coord.), *Exiliados, emigrados y retornados. Chilenos en América y Europa, 1973-2004*, Santiago, RIL Editores, 2006.

1. Voir Enrico Berlinguer in *Rinascita* : « Riflessione sull'Italia dopo i fatti del Gile », vol. XXX, n° 39, pp. 5-7 ; « Via democratica e violenza reazionaria », vol. XXX, n° 40, pp. 4-6 ; « La proposta del Compromesso storico », vol. XXX, n° 41, pp. 3-6. Ainsi que Antonio Tato (dir.), *La questione comunista. 1969-1975*, Rome, Editori Riuniti, 1975 ; et Andrea Mulas, *Allende e Berlinguer. Il Cile dell'Unità Popolare e il compromesso storico italiano*, San Cesario di Lecce, Manni, 2005.

années 1960 et la fin des années 1980¹. D'une part, il constitua un puissant écho de l'épisode guatémaltèque de juin 1954, au cours duquel le gouvernement démocratiquement élu du colonel Jacobo Arbenz, qui avait engagé une réforme agraire destinée à créer des petits paysans indépendants au détriment des immenses intérêts de la compagnie étatsunienne United Fruit, fut renversé par une armée de mercenaires pilotée depuis Langley par la Central Intelligence Agency; ou encore du coup d'État brésilien de mars-avril 1964, qui avait mis fin à la présidence réformiste de João Goulart et inauguré près de deux décennies de dictature². À la nuance près que la junte militaire qui se mit en place au soir du 11 septembre 1973 à Santiago marqua également une rupture en matière de politique répressive.

Au nom de l'éradication du « cancer marxiste » et de la restauration des intérêts supérieurs de la nation, qui constituaient les objectifs uniques des militaires putschistes si l'on en croit leurs premières allocutions radiodiffusées, l'enfermement immédiat de tous les individus suspects de sympathies pour l'UP dans l'enceinte de l'*Estadio Nacional*, l'exécution sommaire de milliers de militants – dont le chanteur et guitariste Víctor Jara dès le 16 septembre et le leader du *Movimiento de Izquierda Revolucionaria* (MIR), Miguel Enríquez, le 5 octobre de l'année suivante –, la traque des opposants jusque dans leurs lointains exils³, ainsi que la systématisation de la torture comme méthode de gouvernement, instituèrent un terrorisme d'État jusque-là inédit dans son ampleur, bien que le Brésil en eût expérimenté les premiers linéaments à partir de fin 1968-début 1969. Au total, la violence perpétrée depuis le sommet de l'État chilien fit au moins 40 000 victimes (morts, disparus et torturés compris) et trouva par la suite de funestes prolongements dans l'expérience exacerbée de la dictature argentine entre 1976 et 1983 (30 000 morts ou disparus), dans le plan Condor – qui visait à unir les efforts des dictatures militaires des années 1970 (Chili, Argentine, Uruguay, Paraguay, Bolivie, Brésil) dans la répression des mouvements et des militants considérés comme subversifs et antinationaux –

Le coup d'État chilien représenta un point nodal de la militarisation des sociétés caractérisant l'Amérique latine entre le milieu des années 1960 et la fin des années 1980

1. Voir le dossier coordonné par Stéphane Boisard, Armelle Enders et Geneviève Verdo, « L'Amérique latine des régimes militaires », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 105, janvier-mars 2010, pp. 3-209. Sur le Chili des années Pinochet, voir Carlos Huneeus, *El régimen de Pinochet*, Santiago, Sudamericana, 2^e éd., 2002 [2001].
2. De nombreux analystes contemporains du coup d'État chilien, cherchant de possibles analogies historiques sur l'assassinat d'une démocratie, tentent la comparaison avec le soulèvement des nationalistes espagnols contre le Front populaire en juillet 1936.
3. Ainsi l'attentat perpétré à Rome contre Bernardo Leighton, leader historique du Parti démocrate-chrétien, en octobre 1975; ou encore l'assassinat d'Orlando Letelier, ministre des Affaires étrangères sous l'UP, à Washington en septembre 1976.

ou encore dans la cadre des guerres civiles qui déchirèrent presque tous les États centraméricains dans les années 1980.

Si la doctrine de sécurité nationale qui nourrit les régimes militaires de cette période plongeait ses racines dans des réflexions stratégiques menées aux États-Unis au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, mais aussi au sein de l'École supérieure de guerre fondée à Rio de Janeiro en 1949 et dans la théorisation de la guerre contre-révolutionnaire proposée par l'armée française dans le cadre de ses guerres coloniales, elle trouva donc dans le régime qui se mit en place sous la houlette du général Augusto Pinochet une systématisation de ses pratiques répressives qui fit de nombreux émules dans les quinze années qui suivirent¹. En cela, le 11 septembre 1973 fait date dans l'histoire contemporaine de l'Amérique latine tout autant que dans celle du monde entier, puisque les médias internationaux – la presse surtout², mais aussi la télévision – diffusèrent largement les images de visages ensanglantés et de corps prostrés dans les rues de Santiago ou les travées de l'*Estadio Nacional*.

L'agonie du keynésianisme

Au-delà de l'exercice d'une violence de masse par l'État et de la rupture constitutionnelle qu'il entraîna dans un pays remarquablement stable eu égard aux aléas politiques que connut la région depuis les Indépendances, le 11 septembre 1973 fut, enfin, à l'origine d'une révolution économique qui dota le gouvernement militaire d'une identité idéologique que ne pouvait lui fournir un projet politique indigent et qui, surtout, essaïma largement, au point de devenir le patron de la bonne gouvernance mondiale une décennie plus tard – et, à quelques nuances près, jusqu'à nos jours.

Dans la première moitié du xx^e siècle, les conséquences économiques de la Première Guerre mondiale et de la crise de 1929 avaient convaincu une partie des élites politiques latino-américaines des dangers d'une trop grande dépendance vis-à-vis des exportations de matières premières et de la nécessité d'un développement endogène. En octobre 1938, l'accession au pouvoir d'un

1. Destinée à traquer les ennemis de l'intérieur que représentent les marxisans de toutes espèces, cette doctrine repose sur quelques caractéristiques : un exercice du pouvoir renonçant dans un premier temps à toute légitimité populaire mais tentant souvent de réintroduire progressivement un air de démocratie grâce aux pratiques plébiscitaires ; l'état de siège permanent ; la conversion des services secrets en police politique ; l'élimination ou la réclusion systématique des opposants ; l'institutionnalisation de la torture comme symbole du terrorisme d'État. Voir Roberto Calvo, *La doctrina militar de la seguridad nacional. Autoritarismo político y neoliberalismo económico en el Cono Sur*, Caracas, Universidad Católica Andrés Bello, 1979 ; et Jorge Tapia Valdés, *El terrorismo de Estado. La doctrina de la seguridad nacional en el Cono Sur*, Mexico, Nueva Imagen, 1980.
2. Le *Time Magazine*, qui avait titré «The Marxist Threat in Americas» le 19 octobre 1970, publie à la Une de son édition du 24 septembre 1973 une photo de S. Allende souillée d'une flaque de sang, accompagnée du titre «After the Fall» et d'un article intitulé «The Bloody End of a Marxist Dream».

Front populaire au Chili signa les véritables prémices d'une immixtion de l'État dans les affaires économiques et sociales. Sous la présidence du radical Pedro Aguirre Cerda, une série d'initiatives rompèrent avec le libéralisme jusque-là dominant et signèrent la naissance d'une politique publique de développement dont les résultats furent palpables dans la décennie suivante – par exemple en matière d'électrification du pays ou de mécanisation de l'agriculture. De nombreuses mesures dans le domaine de l'éducation tendirent également à faire de l'État un agent de promotion sociale et de démocratisation, si bien que le Front populaire jeta les bases sinon d'un État-Providence, du moins d'un indéniable interventionnisme à visée développementaliste et égalitariste¹. Les années 1970-1973 au Chili peuvent ainsi être pensées comme l'acmé de cette séquence initiée dans les années 1930 : dès l'accession de S. Allende au pouvoir, en effet, le gouvernement annula une récente hausse des tarifs de l'électricité, lança un plan d'urgence prévoyant la construction de 120 000 logements, décida le paiement immédiat des retraites et accorda 3 000 bourses à des enfants *mapuches* pour améliorer l'insertion éducative de la minorité indienne. Au-delà des mesures d'urgence destinées à répondre aux attentes des plus démunis, quelques grands axes se dégagèrent en vue de réformes structurelles. Le premier d'entre eux résida dans une sorte de « New Deal » chilien, fondé sur une redistribution des richesses (hausse de salaires, augmentation des prestations sociales) accompagnée d'un blocage partiel des prix, qui permit une hausse des revenus des secteurs défavorisés. Une fièvre de la consommation provoqua alors un redémarrage de la production industrielle, une réactivation du commerce et une baisse sensible du nombre de chômeurs. L'approfondissement de la réforme agraire constitua le second axe important de la politique économique et sociale de S. Allende : sur la base d'une loi promulguée par Eduardo Frei en 1967, l'UP expropria et redistribua en six mois presque autant de domaines que le gouvernement démocrate-chrétien ne l'avait fait². Dernier volet de cette politique de rupture : un ambitieux programme de nationalisations, conforme au programme de l'UP qui prévoyait d'éradiquer le capitalisme monopolistique, tant national qu'étranger. Le processus commença dès décembre 1970 dans le domaine de l'industrie textile et se poursuivit l'année suivante dans les secteurs de la banque, de la chimie, de la sidérurgie ou du charbon – parfois sous la pression de travailleurs en grève occupant les locaux de leur entreprise –, pour culminer en juillet 1971 avec une

**Le coup d'État du 11 septembre
signa donc la clôture d'un cycle
d'inspiration keynésienne
vieux d'un demi-siècle**

1. Voir Alberto Aggio, *Frente Popular. Radicalismo e Revolução passiva no Chile*, São Paulo, Fapesp / Annablume Editora, 1999.
2. Entre 1970 et 1973, 6 millions d'hectares furent attribués à quelque 100 000 familles paysannes qui accédèrent ainsi à la propriété.

modification constitutionnelle adoptée à l'unanimité par le Congrès qui permit la nationalisation complète des mines de cuivre¹.

Plus encore qu'une rupture avec les trois années de l'UP, le coup d'État du 11 septembre signa donc la clôture d'un cycle d'inspiration keynésienne vieux d'un demi-siècle ou presque, qui avait cherché à promouvoir une certaine idée de la démocratie sociale. Aux stratégies interventionnistes se substitua, en effet, l'influence des théories néolibérales élaborées à la School of Economics de l'Université de Chicago autour de Milton Friedman. Le processus d'importation du monétarisme fut initié dans les années 1950 par des accords de partenariat entre l'Université de Chicago et l'Université catholique de Santiago, qui permirent à de jeunes étudiants tels que Sergio de Castro – ministre de l'Économie d'avril 1975 à décembre 1976, puis ministre des Finances jusqu'en avril 1982 – de se former aux États-Unis dans un rejet radical des préceptes keynésiens qui avaient alimenté une bonne partie de l'économie politique latino-américaine depuis les années 1930. L'action des *Chicago Boys* commença par une phase dite d'«ajustement récessif» (contrôle de l'inflation et stabilisation monétaire, baisse drastique des dépenses publiques et lutte contre le déficit budgétaire, privatisations et réduction considérable des attributions de l'État) qui porta rapidement ses fruits, puisque l'économie chilienne vit ses exportations augmenter de manière considérable, attira plus que jamais les investisseurs étrangers et retrouva des taux de croissance spectaculaires (9,9 % en 1977, 8,3 % en 1979)². En confiant les destinées économiques du pays à une nouvelle génération d'économistes, le général A. Pinochet offrit donc aux tenants du néolibéralisme un laboratoire grandeur nature qui eut tôt fait d'incarner, aux yeux d'institutions financières comme le Fonds monétaire international ou d'élites politiques en mal de solutions concrètes face à la crise, le remède miracle. Dès lors, le «modèle chilien» essaima rapidement en Europe – des années Thatcher en Grande-Bretagne à partir de 1979 au tournant de la rigueur des socialistes français en 1983 – et aux États-Unis durant les deux mandats de Ronald Reagan, au point d'être érigé en norme internationale de gouvernance au tournant des années 1980 et 1990, dans le cadre du «consensus de Washington».

Bien qu'offrant des perspectives de relance économique improbables dans le contexte international de l'époque, ces politiques portaient toutefois en elle un coût social très important dont la destruction des services publics, la paupérisation de larges secteurs de la population, l'érosion des classes moyennes et le creusement des inégalités dans la répartition des richesses constituèrent les aspects les plus visibles. En 1990, 48,3 % de la population latino-américaine – soit 200 millions d'individus – vivait sous le seuil de pauvreté contre 40,5 % dix ans

1. Pour une vue d'ensemble sur l'UP, voir Julio Pinto Vallejos (dir.), *Cuando hicimos historia. La experiencia de la Unidad Popular*, Santiago, LOM, 2005.
2. Voir Juan Gabriel Valdés, *Pinochet's Economists: The Chicago School of Economics in Chile*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995 ; et Patricia Olave Castillo, *El proyecto neoliberal en Chile y la construcción de una nueva economía*, Mexico, UNAM, 1997.

plus tôt : aux multiples inégalités héritées du temps long de l'histoire, la mutation néolibérale a ajouté de nouvelles formes d'exclusion sociale en l'espace de quelques années. C'est bien dans le Chili d'A. Pinochet, à la suite du 11 septembre 1973, qu'elle fit ses premiers pas¹. ■

1. Parfois baptisé le « jaguar de l'Amérique latine », le Chili porte toujours en lui les stigmates sociaux de la rupture néolibérale, que les différents gouvernements de la transition ne remirent pas en question.